



*Institut de recherche
sur le français en Amérique*

**Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate**

L'anglais comme langue de travail dans les services publics :
La première étude jamais réalisée révèle un déséquilibre

Montréal (Québec), lundi 7 novembre 2011 – Le président de l'Institut de recherche sur le français en Amérique (IRFA), Patrick Sabourin, annonce aujourd'hui les résultats d'une étude inédite sur la langue de travail dans les services publics au Québec et dans les autres provinces canadiennes. Réalisée par Henri Thibaudin de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC), l'étude intitulée *L'offre d'emploi de langue minoritaire des institutions publiques au Québec et au Canada*, montre que les secteurs de la santé, de l'éducation et de la fonction publique regroupent au Québec plus de 135 000 emplois dont la langue de travail est principalement l'anglais, ce qui représente un coût annuel en ressources humaines de plus de 6 milliards de dollars. Alors que ces emplois requérant l'utilisation de l'anglais représentent 13,9 % du total, le poids démographique des anglophones au Québec est de 8,7 %.

Depuis quelque temps, le gouvernement du Québec met sur pied des campagnes de promotion afin d'augmenter l'utilisation du français au travail. Ces mesures incitatives, dont le coût total s'élève à quelques millions de dollars, ont pour objectif de convaincre les entrepreneurs qu'une offre de service et une raison sociale en français peuvent avoir des répercussions positives sur leurs affaires.

« Alors que le gouvernement tente d'inciter les commerçants à utiliser davantage le français dans leurs affaires, nous nous sommes intéressés à ce qui se passe au niveau des secteurs d'emploi soutenus par l'état et les administrations municipales, » résume Patrick Sabourin, président de l'IRFA et étudiant au doctorat en démographie au centre Urbanisation, culture et société de l'Institut national de la recherche scientifique. « Ces secteurs d'emploi sont intéressants à étudier puisque, dans une large mesure, les gouvernements y contrôlent la

langue de travail. Il est répandu de blâmer les effets anglicisants de la mondialisation et du commerce international... mais les secteurs publics en sont essentiellement à l'abri! » rajoute monsieur Sabourin.

Résumé de l'étude

À l'aide des données du recensement de 2006, l'auteur de l'étude évalue, au sein du secteur public, la part des emplois pour lesquels on utilise l'anglais au moins la moitié du temps. Les résultats montrent que :

- Au Québec, les secteurs de la santé, de l'éducation et de la fonction publique regroupent respectivement, 49 610, 54 310 et 31 330 emplois, pour un total de 135 250.
- Ces secteurs représentent des revenus totaux de 6,150 milliards pour les travailleurs.
- Le poids du secteur public de langue anglaise au Québec représente 13,9 % du total, soit 5,2 points de plus que le poids démographique des anglophones (8,7 %).
- Au Canada anglais, le secteur public de langue française est en général relativement moins important que la population de langue française. Le poids du secteur public de langue française est de 4,9 % en Ontario, 31,8 % au Nouveau-Brunswick et de 1,3 % dans les autres provinces. Le poids démographique des francophones est de 4,4 % en Ontario, 33,4 % au Nouveau-Brunswick et de 2,2 % dans l'ensemble des autres provinces.
- Au Québec, moins de la moitié des emplois dont la langue de travail est l'anglais sont occupés par des anglophones. Pour l'ensemble des trois secteurs soutenus par les gouvernements, 44 % des emplois de langue anglaise sont occupés par des anglophones, 29 % par des francophones et 27 % par des allophones.

« Les secteurs publics de langue anglaise du Québec comptent 50 000 emplois de plus que ce que l'on pourrait escompter compte tenu du poids démographique des anglophones. Ces emplois supplémentaires représentent des revenus de 2,2 milliards de dollars pour les travailleurs. Au Canada anglais, au contraire, on compte environ 7 000 emplois en deçà de ce qui serait justifié par le poids démographique des francophones, soit un déficit d'environ 270 millions de dollars en revenus pour les travailleurs, » affirme Henri Thibaudin auteur de l'étude, chercheur et consultant en économie.

La majorité des emplois publics de langue anglaise sont concentrés dans la région de Montréal (surtout les secteurs de la santé et de l'éducation) et celle de Gatineau (le secteur de la fonction publique). De nombreuses études ayant déjà

démontré l'importance de la langue de travail sur la langue d'usage et l'intégration linguistique, il serait intéressant d'étudier plus en profondeur l'impact des institutions de langue anglaise sur les comportements linguistiques des travailleurs allophones et francophones.

Conclusions

« Cette étude nous montre que la faible position du français dans les milieux de travail n'est pas qu'une affaire de mondialisation. Par le financement des secteurs de la santé, de l'éducation et de la fonction publique, les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux soutiennent directement et indirectement une part disproportionnée d'emplois de langue anglaise, que ce soit au Québec ou dans le reste du Canada. Cette distorsion dans la configuration institutionnelle est au désavantage des francophones partout au pays, » conclut Patrick Sabourin.

À propos de l'IRFA

Fondé en 2008, l'Institut de recherche sur le français en Amérique (IRFA) a trois missions : la recherche scientifique (enrichissement du savoir), la formation (constitution d'une relève scientifique) et la diffusion de l'information (développement de l'esprit critique des citoyens relativement à la question linguistique).

- 30 -

Source : IRFA

Les médias peuvent télécharger l'étude complète ou un résumé sur le site de l'IRFA : irfa.ca

Contact médias pour obtenir des entrevues :

Lamia Charlebois
Consultante en relations publiques
Tél. : 514 279-4601
Courriel : rp@lamiacharlebois.com

Patrick Sabourin
Président - IRFA
Tél. : 514-358-6085
Courriel : patrick.sabourin@irfa.ca